Présentation des systèmes de redevances sur les eaux usées en vigueur dans les États membres de la CIPR

Lenzbourg, le 2 juillet 1991
Présentation des systèmes de redevances sur les eaux usées en vigueur dans les États membres de la CIPR

1. Situation générale

Dans les cinq États membres de la Commission Internationale pour la Protection du Rhin, l'on prélève, pour l'usage des canalisations et des stations d'épuration, des taxes à titre de dédommagement pour les prestations assurées. Dans deux de ces cinq États, l'on prélève en outre, pour les rejets d'eaux usées dans les eaux, des redevances à titre de dédommagement indépendamment des prestations assurées et dans un État une redevance qui a un caractère de taxe. Les taxes servent à couvrir les frais d'exploitation des canalisations et des installations de traitement des eaux usées. Les redevances ont une fonction incitative et n'entraînent aucune obligation de prestation pour le propriétaire des eaux. Dans les États où elles sont prélevées, les recettes provenant des redevances servent à financer la construction et l'exploitation d'installations de traitement des eaux usées et de canalisations. Autant le prélèvement que la distribution de ces moyens financiers permet d'avoir une influence sur les activités des rejeteurs, notamment en les incitant à construire des installations destinées à réduire les rejets de charges polluantes.

2. Allemagne

En Allemagne, les usagers des canalisations communales assurent le financement des frais d'exploitation encourus par la commune. Ces taxes sont généralement prélevées de telle sorte qu'elles couvrent les frais. Les industries qui effectuent des rejets directs supportent eux-mêmes les frais du traitement de leurs eaux usées.

Conformément à la loi sur les redevances, les Länder prélevent en outre des redevances sur les eaux usées auprès des rejeteurs d'eaux usées dans les eaux. La fonction de cette redevance sur les eaux usées est purement incitative et concerne essentiellement
les eaux polluées calculées sur la base des rejets dans les eaux autorisés par l'administration. Si les quantités fixées par l'autorisation de rejet sont dépassées, la redevance sur les eaux usées est augmentée. Afin d'aider le rejeteur à construire une installation de traitement des eaux usées, le montant de la redevance sera abaissé si les valeurs limites fixées sont respectées. Les rejets d'eaux de pluie sont également soumis à une redevance. Les moyens financiers ainsi prélevés seront affectés à la construction d'installations de traitement des eaux usées ainsi qu'à d'autres mesures de protection des eaux.

3. France

Tout comme en Allemagne, une distinction est faite entre les prélèvements destinés à assurer le financement des frais d'exploitation des canalisations et des installations de traitement des eaux usées et la redevance proprement dite. L'exploitant concerné prélève auprès des usagers les taxes permettant d'assurer le financement des frais d'exploitation. Les Agences de bassin prélèvent une redevance dont le montant varie d'un bassin à l'autre. Les redevances peuvent être réclamées aux personnes publiques ou privées qui rendent l'intervention de l'Agence (études, conseils, aides financières) nécessaires ou utile, notamment lorsqu'elles contribuent à la détérioration de la qualité de l'eau.

La redevance est prélevée pour 7 paramètres, la montant étant fixé en fonction d'un critère établi selon la pollution produite au cours d'un jour normal du mois de rejet maximal. Les montants ont été fixés auparavant de manière forfaitaire, mais sont de plus en plus calculés en fonction des mesures de pollution. Les sommes prélevées sont utilisées pour soutenir des mesures de protection des eaux, notamment pour favoriser la construction de stations d'épuration et de canalisations.

La surveillance des limitations conformes à la législation des eaux ne relève pas des Agences de bassin mais des administrations chargées de la police des eaux (Direction Régionale de l'industrie et de la Recherche, Direction départementale de l'action sanitaire
et sociale).

4. Luxembourg

Les communes exploitent les installations de traitement des eaux usées et les canalisations prélevent auprès des usagers une taxe destinée à couvrir les frais d'exploitation. On ne préleve pas en plus une redevance sur les eaux usées.

L'Etat contribue souvent au financement des investissements.

5. Les Pays-Bas

Aux Pays-Bas, les canalisations et le traitement des eaux usées relèvent en général de services différents. Les frais d'exploitation des canalisations sont prélevés à part par les communes. Pour couvrir les frais de gestion de la qualité des eaux, les frais d'exploitation des installations de traitement des eaux usées compris, on prélevera une redevance auprès des rejeteurs directs et indirects. Le montant de la redevance est fonction de la charge polluante effectivement rejetée déterminée à l'aide de mesures d'échantillons instantanés. Les mesures sont généralement effectuées par les rejeteurs eux-mêmes et vérifiées par les autorités publiques.

6. Suisse

En Suisse, les exploitants des installations d'assainissement prélevent auprès des usagers une taxe qui couvre partiellement les frais d'exploitation. Outre cette taxe sur les eaux usées, une taxe unique de raccordement sera perçue.

Les rejeteurs n'ont pas à acquitter de redevance particulière pour les rejets d'eaux usées dans un cours d'eau. La construction de canalisations et d'installations de traitement des eaux usées bénéficiera d'une assistance financière prélevées sur les impôts.
de la Confédération et des cantons.

7. Résultats

Les systèmes en vigueur dans chacun des États sont très différents les uns des autres. Dans la mesure où une redevance prélevée couvre les frais d'exploitation résultant du déversement et du traitement des eaux usées, les systèmes concernés ne satisfont qu'en partie le mandat du Groupe Ke. Etant donné les énormes divergences entre les systèmes, on peut d'autre part se demander s'il est possible de les intégrer dans une structure uniforme comme le prévoit le mandat confié au Groupe Ke.
### Annexe 1

| Question                                                                 | D                           |
|-------------------------------------------------------------------------|                            |
| **1. Introduction**                                                     |                             |
| 1.1 Les bases légales sur lesquelles une redevance d'eaux usées ou une taxe pour les eaux usées est prélevée. | Redevance sur les eaux usées: loi sur les redevances d'eaux résiduaires du 13.9.76, dans la version du 05.03.87 Taxes: loi sur les taxes locales des Länder |
| 1.2 Qui exécute la loi/décret?                                         |                             |
| - l'État                                                                | Redevances sur les eaux usées: les Länder Taxes: les communes |
| - le Land, la province, le département                                  |                             |
| - autre organisation de gestion des eaux                               |                             |
| 1.3 Qui gère la canalisation d'eaux usées dans les communes?            | Les communes                |
| 1.4 Qui exploite des stations de traitement des eaux usées, collecteurs de transport des eaux usées compris pour la canalisation communale - pour la canalisation industrielle? | Les communes, l'industriel ou un syndicat d'assainissement de l'eau, rarement un auxiliaire d'exécution en qualité de mandataire. |
| **2. Utilisation des fonds**                                            | Les taxes d'utilisation des canalisations sont prélevées séparément. Les redevances ne couvrent aucunement les frais d'exploitation. |
| 2.1 Les coûts d'exploitation concernant 1.1 et 1.2 sont-ils prélevés séparément ou couverts par la redevance? | Le produit des redevances sert à financer la construction d'installations de traitement des eaux usées. |
| 2.2 La redevance constitue-t-elle une aide - couvre-t-elle entièrement les investissements servant à la rénovation, l'extension ou à la nouvelle construction de stations de traitement des eaux usées? | Subventions des Länder aux communes. |
| 2.3 Quelles sources de financement existe-t-il pour les exploitants en plus de la redevance? |                             |
2.4 A quoi serviront encore les recettes provenant de la redevance?

2.5 Faut-il financer une certaine somme p. ex. pour les coûts d'exploitation, les frais administratifs ou est-il également possible de renoncer à une redevance dans un cas d'espèce?

2.6 La redevance d'eaux usées sert-elle à couvrir entièrement ou partiellement les coûts de la gestion des eaux?

3. Perception de la redevance

3.1 Qui perçoit la redevance
   - l'exploitant des installations
   - Autre?

3.2 Qui paie la redevance directement
   - chaque rejeteur dans un cours d'eau naturel
   - chaque rejeteur d'eaux usées dans une canalisation
   - des rejeteurs qui dépassent un certain seuil?

A des travaux de recherche et à la formation du personnel des entreprises.

Il n'est pas nécessaire d'assurer la mise à disposition d'un montant déterminé.

Les frais de prélèvement de la redevance et une partie des frais de surveillance sont couverts par la redevance sur les eaux usées.

Les Länder prélèvent la redevance auprès du rejeteur.

Tout rejeteur dans un cours d'eau naturel dont les seuils de concentration et de flux fixés pour un paramètre donné sont dépassés.
3.3 Pour quels types d'eaux usées une redevance d'eaux usées est-elle prélevée
- eaux polluées
- eaux de pluie
- petits rejets (indication de la quantité à partir de laquelle la redevance est perçue) pour ...?

3.4 Une redevance est-elle prélevée pour les rejets d'exploitations agricoles si les eaux usées ne sont pas utilisées dans le cadre du traitement agrochimique du sol

4. Calcul du montant de la redevance d'eaux usées

4.1 Quels paramètres sont pris en considération pour le calcul de la redevance d'eaux usées?

4.2 Sur quelle base sont calculées les valeurs selon 3.1? (mesure du rejet effectif, limitation conformément à la législation sur le droit des eaux, estimation)

D

La redevance sur les eaux usées est prélevée pour les rejets d'eaux polluées, d'eaux de pluie et pour les petits rejets domestiques (< 8 m³/d).

Pas pour le rejet de lisier dans le cadre de la fertilisation réglementaire mais pour le rejet d'eaux polluées provenant des exploitations.

DCO, P, N, AOX, mercure, cadmium, chrome, nickel, plomb, cuivre, toxicité pour les poissons

Les valeurs limites prévues par le droit des eaux compte tenu des mesures et de la possibilité de faire valoir des réductions à brève échéance. Limitation selon l'auto-contrainte du rejeteur à dater de l'année d'imposition.
Question

4.3 Les dépassements des limitations conformes à la législation des eaux sont-ils évalués et comment?

4.4 Accorde-t-on comme exonération financière une réduction en cas d'extension ou de nouvelle construction d'une installation de traitement des eaux usées?

4.5 Quelles conséquences a la construction ou l'exploitation d'une
- Aide à l'investissement
- Réduction de la redevance d'eaux usées
- Primes

4.6 Le prix des produits pour la production desquels l'eau a été utilisée, augmente-t-il en fonction de la redevance d'eaux usées?

4.7 Une redevance d'eaux usées est-elle répercutée sur les utilisateurs de stations d'épuration publiques?

D

Les mesures qui indiquent un dépassement donnent lieu à une augmentation disproportionnée exprimée en pourcentage des unités de pollution ainsi que du taux de redevance.

Oui, pendant 3 ans.

La charge rejetée soumise à la redevance sera diminuée. Le taux de redevance diminue (DM/unité de pollution).

Oui, dans le cadre de la répercussion sur le prix des coûts d'exploitation relativement élevés.

Oui, dans le cadre de la répartition des frais d'exploitation.
Annexe 2

Question

1. Introduction
1.1 Les bases légales sur lesquelles une redevance d'eaux usées ou une taxe pour les eaux usées est prélevée.

1.2 Qui exécute la loi/décret?
- l'État
- le land, la province, le département
- autre organisation de gestion des eaux

1.3 Qui gère la canalisation d'eaux usées dans les communes?

1.4 Qui exploite des stations de traitement des eaux usées, collecteurs de transport des eaux usées compris
- pour la canalisation communale
- pour la canalisation industrielle?

2. Utilisation des fonds
2.1 Les coûts d'exploitation concernant 1.1 et 1.2 sont-ils prélevés séparément ou couverts par la redevance?

2.2 La redevance constitue-t-elle une aide - couvre-t-elle entièrement les investissements servant à la rénovation, l'extension ou à la nouvelle construction de stations de traitement des eaux usées?
2.3 Quelles sources de financement existe-t-il pour les exploitants

les collectivités locales peuvent bénéficier de plus de la redevance d'aides publiques (Etat, département) à financer le programme d'interventions des Agences de bassin.

2.4 A quoi serviront encore les recettes provenant de la redevance?

Les redevances ne constituent pas une source de financement pour l'exploitant ou alors de manière très indirecte (les dépenses de l'Agence: aides,...étant possibles grâce aux recettes (redevances). Les redevances sont totalement déconnectées des frais d'exploitation ou de gestion des eaux. Toutefois l'Agence y participe en versant au maître d'ouvrage d'une installation d'épuration
- une aide au bon fonctionnement
- une prime pour épuration

2.5 Faut-il financer une certaine somme p. ex. pour les coûts d'exploitation, les frais administratifs ou est-il également possible de renoncer à une redevance dans un cas d'espèce?

3. Perception de la redevance

3.1 Qui perçoit la redevance

Redevance perçue directement auprès de l'usager (préleveur, consommateur, pollueur) sauf pour pollution domestique pour laquelle la redevance est perçue par l'intermédiaire du distributeur d'eau.

les sommes collectées sont versées à l'Agence

- l'exploitant des installations
- Autre?
3.2 Qui paie la redevance directement
- chaque rejeteur dans un cours d'eau naturel
- chaque rejeteur d'eaux usées dans une canalisation
- des rejeteurs qui dépassent un certain seuil?

Redevances perçues auprès des personnes publiques ou privées qui rendent l'intervention de l'Agence (études, conseils, aides financières) nécessaire ou utile:
- détérioration de la qualité de l'eau
- prélèvements sur la ressource en eau
- modification du régime des eaux

3.3 Pour quels types d'eaux usées une redevance d'eaux usées est-elle prélevée
- eaux polluées
- eaux de pluie
- petits rejets (indication de la quantité à partir de laquelle la redevance est perçue)
- pour ...?

Seuils de perception
- Industries: Rejet de 200 habêq
- Communes: 400 habêq

- eaux prélevées
- eaux consommées
- eaux transférées (eaux souterraines rejetées en eaux superficielles)
- eaux polluées

3.4 Une redevance est-elle prélevée pour les rejets d'exploitations agricoles si les eaux usées ne sont pas utilisées dans le cadre du traitement agrochimique du sol

Seulement pour les élevages porcins
Mise en place d'une redevance pour l'agriculture (engrais, élevage) à l'étude
4. Calcul du montant de la redevance d'eaux usées

4.1 Quels paramètres sont pris en considération pour le calcul de la redevance d'eaux usées?

- Phosphore total
- Matières en suspension
- Matières oxydables = DCO + 2(OBO)δ

- Sel solubles
- Pollution toxique aiguë (test daphnée)
- Azote organique et ammoniacal
- Redevances, toxicité différenciée et mètale à l'étude

Assiette de redevance pollution:
- Pollution produite au cours d'un jour normal du mois de rejet maximal.
- Quantités forfaitaires (définition de l'habég.)

Assiette de redevance ressource en eau:
Bases: 1) volume prélevé
2) consommation nette
3) volume transféré

Ce n'est pas le rôle de l'Agence mais celui des administrations chargées de la police des eaux, DRIR, DDASS.

4.2 Sur quelle base sont calculées les valeurs selon 3.1?
(mesure du rejet effectif, limitation conformément à la législation sur le droit des eaux, estimation)

industries

Communes

4.3 Les dépassements des limitations conformes à la législation des eaux sont-ils évalués et comment?

4.4 Accorde-t-on comme exonération financière une réduction en cas d'extension ou de nouvelle construction d'une installation de traitement des eaux usées?

La diminution de redevance par la prise en compte d'une prime pour épurateur n'intervient qu'après la réalisation de la station en fonction de la pollution éliminée.
4.5 Quelles conséquences a la construction ou l'exploitation d'une station d'épuration pour un pollueur?
- Aide à l'investissement
- Réduction de la redevance d'eaux usées
- Primes

4.6 Le prix des produits pour la production desquels l'eau a été utilisée, augmente-t-il en fonction de la redevance d'eaux usées?

4.7 Une redevance d'eaux usées est-elle répercutée sur les utilisateurs de stations d'épuration publiques?

Le pollueur peut bénéficier:
1 - d'une aide à l'investissement par l'Agence
2 - d'une prime pour épuration
3 - d'une aide au bon fonctionnement
Le total (2+3) peut certaines années, être > à la redevance

Oui

Redevance pollution domestique:
Augmentation du prix de l'eau.

Redevance pollution industrielle:
Répercution sur le prix de revient des produits.
Annexe 3

Question

1. Introduction

1.1 Les bases légales sur lesquelles une redevance d'eaux usées ou une taxe pour les eaux usées est prélevée.

1.2 Qui exécute la loi/décret?
   - l'État
   - le Land, la province, le département
   - autre organisation de gestion des eaux

1.3 Qui gère la canalisation d'eaux usées dans les communes?

1.4 Qui exploite des stations de traitement des eaux usées, collecteurs de transport des eaux usées compris
   - pour la canalisation communale
   - pour la canalisation industrielle?

2. Utilisation des fonds

2.1 Les coûts d'exploitation concernant 1.1 et 1.2 sont-ils prélevés séparément ou couverts par la redevance?

2.2 La redevance constitue-t-elle une aide - couvre-t-elle entièrement les investissements servant à la rénovation, l'extension ou à la nouvelle construction de stations de traitement des eaux usées?

2.3 Quelles sources de financement existe-t-il pour les exploitants en plus de la redevance?

NL

La loi sur la protection des eaux.

L'État, les Provinces et les syndicats.

Les communes.

Les canalisations communales: 3 Provinces, dans les autres 9 Provinces, 27 associations pour la protection des eaux, la ville d'Amsterdam exploite elle-même ses stations d'épuration.

Les canalisations industrielles: selon le cas; en partie selon a) en partie industrie.

Les frais d'exploitation des stations de traitement des eaux usées sont couverts par la redevance, les frais d'exploitation des canalisations sont prélevés à part.

Les investissements sont totalement couverts par la redevance.

aucune
2.4 A quoi serviront encore les recettes provenant de la redevance?

2.5 Faut-il financer une certaine somme p. ex. pour les coûts d'exploitation, les frais administratifs où est-il également possible de renoncer à une redevance dans un cas d'espèce?

2.6 La redevance d'eaux usées sert-elle à couvrir entièrement ou des partiellement les coûts de la gestion des eaux?

3. Perception de la redevance

3.1 Qui perçoit la redevance
- l'exploitant des installations
- Autre?

3.2 Qui paie la redevance directement
- chaque rejeteur dans un cours d'eau naturel
- chaque rejeteur d'eaux usées dans une canalisation
- des rejeteurs qui dépassent un certain seuil?

Frais de gestion des 3 Provinces, des associations de protection des eaux et de l'Etat.

Même si une partie des coûts doit être financée, il est possible de renoncer à une redevance dans certains cas.

Dans l'administration chargée de la gestion des eaux, les frais de gestion de la qualité des eaux sont totalement couverts par la redevance (les frais de gestion des quantités d'eau sont prélevés à part).

L'Etat et l'exploitant selon 1.4, pour les eaux relevant de leur administration.

Tout rejeteur dans un cours d'eau naturel ou dans une canalisation.
3.3 Pour quels types d'eaux usées une redevance d'eaux usées est-elle prélevée
   - eaux polluées
   - eaux de pluie
   - petits rejets (indication de la quantité à partir de laquelle la redevance est perçue)
   - pour ...

Les eaux polluées: tout rejeteur selon 3.2
Les eaux de pluie polluées: l'industrie

3.4 Une redevance est-elle prélevée pour les rejets d'exploitations agricoles si les eaux usées ne sont pas utilisées dans le cadre du traitement agrochimique du sol

Oui pour le rejet d'eaux polluées provenant des exploitations et des ménages.

4. Calcul du montant de la redevance d'eaux usées

4.1 Quels paramètres sont pris en considération pour le calcul de la redevance d'eaux usées?

l'é.h. à partir de la BEO et du TKN et dans l'industrie les métaux lourds en plus.

4.2 Sur quelle base sont calculées les valeurs selon 3.1? (mesure du rejet effectif, limitation conformément à la législation sur le droit des eaux, estimation)

Mesures d'échantillons instantanées des rejets effectifs par l'auto-contrôle des rejeteurs et vérification par les autorités ou tableau forfaitaire.
4.3 Les dépassements des limitations conformes à la législation des eaux sont-ils évalués et comment?

4.4 Accorde-t-on comme exonération financière une réduction en cas d'extension ou de nouvelle construction d'une installation de traitement des eaux usées?

4.5 Quelles conséquences à la construction ou l'exploitation d'une station d'épuration pour un pollueur?
- Aide à l’investissement
- Réduction de la redevance d'eaux usées
- Primes

4.6 Le prix des produits pour la production desquels l'eau a été utilisée, augmente-t-il en fonction de la redevance d'eaux usées?

4.7 Une redevance d'eaux usées est-elle répercutée sur les utilisateurs de stations d'épuration publiques?

NL

Les dépassements constatés dans le cadre des mesures donnent lieu à une augmentation proportionnelle.

Non.

- Diminution de la redevance sur les eaux usées
- Aide à l'investissement (uniquement pour les rejets dans les eaux appartenant à l'Etat et déjà effectués avant la mise en vigueur de la loi sur la protection des eaux (1970)).

Oui.

Oui.
Annexe 4

Question

1. Introduction
1.1 Les bases légaux sur lesquelles une redevance d'eaux usées ou une taxe pour les eaux usées est prélevée.

1.2 Qui exécute la loi/décret?
- l'État
- le Land, la province, le département
- autre organisation de gestion des eaux

1.3 Qui gère la canalisation d'eaux usées dans les communes?

1.4 Qui exploite des stations de traitement des eaux usées, collecteurs de transport des eaux usées compris
- pour la canalisation communale
- pour la canalisation industrielle?

2. Utilisation des fonds
2.1 Les coûts d'exploitation concernant 1.1 et 1.2 sont-ils prélevés séparément ou couverts par la redevance?

2.2 La redevance constitue-t-elle une aide - couvre-t-elle entièrement les investissements servant à la rénovation, l'extension ou à la nouvelle construction de stations de traitement des eaux usées?

2.3 Quelles sources de financement existe-t-il pour les exploitants en plus de la redevance?

CH

Loi fédérale relative à la protection des eaux contre la pollution du 8.10.71 (Art. 17, alinéa 4). Seules des taxes sur les eaux usées sont prélevées.

Les cantons.

Les communes et les associations fonctionnelles des communes.

Les communes ou les associations fonctionnelles, canton Bâle/campagne: le canton récemment les industries.

Des taxes sont prélevées pour couvrir les frais d'exploitation.

Taux de couverture: 30 % à 70 %

Non

La construction des canalisations et des installations de traitement des eaux usées sont subventionnées sur recettes fiscales de la Fédération et des cantons.
Question | CH
--- | ---

2.4 A quoi serviront encore les recettes provenant de la redevance? | Aucun autre usage.

2.5 Faut-il financer une certaine somme p. ex., pour les coûts d'exploitation, les frais administratifs ou est-il également possible de renoncer à une redevance dans un cas d'espèce? | Les frais d'exploitation doivent être couverts.

2.6 La redevance d'eaux usées sert-elle à couvrir entièrement ou partiellement les coûts de la gestion des eaux? | ---

3. Perception de la redevance

3.1 Qui perçoit la redevance
- l'exploitant des installations
- Autre?

3.2 Qui paie la redevance directement
- chaque rejeteur dans un cours d'eau naturel
- chaque rejeteur d'eaux usées dans une canalisation
- des rejeteurs qui dépassent un certain seuil? | L'exploitant de l'installation.

Tout rejeteur d'eaux usées dans une canalisation.
3.3 Pour quels types d'eaux usées une redevance d'eaux usées est-elle prélevée ?
- eaux polluées
- eaux de pluie
- petits rejets (indication de la quantité à partir de laquelle la redevance est perçue)
- pour ... ?

3.4 Une redevance est-elle prélevée pour les rejets d'exploitations agricoles si les eaux usées ne sont pas utilisées dans le cadre du traitement agrochimique du sol ?

4. Calcul du montant de la redevance d'eaux usées

4.1 Quels paramètres sont pris en considération pour le calcul de la redevance d'eaux usées ?

4.2 Sur quelle base sont calculées les valeurs selon 3.1? (mesure du rejet effectif, limitation conformément à la législation sur le droit des eaux, estimation)

Uniquement pour les eaux polluées. Aucune exonération pour les petits rejets.

Non

En général la consommation d'eau; en partie des facteurs de pollution pour l'industrie, l'artisanant et le commerce.

Consommation d'eau mesurée. Les facteurs de pollution sont basés sur des évaluations de charges d'eau polluée provenant de différentes branches.
4.3 Les dépassements des limitations conformes à la législation des eaux non sont-ils évalués et comment ?

4.4 Accorde-t-on comme exonération financière une réduction en cas d'extension ou de nouvelle construction d'une installation de traitement des eaux usées ? Non

4.5 Quelles conséquences a la construction ou l'exploitation d'une station d'épuration pour un pollueur ?
- Aide à l'investissement
- Réduction de la redevance d'eaux usées
- Primes

La réduction de facteurs de pollution marquants est possible lors de la construction d'une station d'épuration par l'industriel ainsi que la réduction de la taxe de raccordement lorsque celle-ci dépend de la charge rejetée.

4.6 Le prix des produits pour la production desquels l'eau a été utilisée, augmente-t-il en fonction de la redevance d'eaux usées ? ---

4.7 Une redevance d'eaux usées est-elle répercutée sur les utilisateurs de stations d'épuration publiques ?

Les stations d'épuration publiques ne sont pas soumises à une redevance ou à une taxe. Les taxes sont prélevées auprès des entités raccordées.